

COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 27 FEVRIER 2025

Liste des présents

Membres à voix délibérative

| | | |
|--------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Collège des élus (6/52) | Jacques MESAS Christian BRAUX Pascal CROZAT Aude DENIZOT Francis LAURENT Joël TURPIN | Président de la CLI Conseil départemental du Loiret Gien Conseil départemental du Loiret → en visio Sully-sur-Loire Saint-Martin-d'Abbat |
| Collèges non élus (9/28) | Michel TINDILLERE Denis BERNARD Pierre BRUN André COPIN Hubert GASNIER Fabrice GORECKI Thierry JOLIVET Michel LUPART Georges SAPY | Vice-Président de la CLI CFE-CGC UFC-Que choisir SFEN Val de Loire Sortir du Nucléaire BGP CMA du Loiret → en visio Sortir du Nucléaire BGP AEPN Sauvons le Climat → en visio |

Membres à voix consultative

| | | |
|-------------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Exploitant EDF | Laurent BERTHIER Esther VOLOZAN | Directeur du CNPE de Dampierre CNPE – Cheffe de mission Communication |
| Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) : | Albane FONTAINE Christian RON | Cheffe de la Division d'Orléans de l'ASNR Division d'Orléans – Chef du Pôle REP |
| Préfecture du Loiret | Arnaud BOULAY | Chef du BPDC |
| Secrétariat | Maud MICHEL | CD45 |

Liste des absents excusés

| | |
|-----------------------|---------------------------------|
| Jean-François DARMOIS | Commune de Nevoy |
| Line FLEURY | Conseil départemental du Loiret |
| Laurent LHOSTE | Commune de Briare |
| Philippe NICOLAS | Commune de Coullons |
| Anne PHAM-BA | ARS Centre-Val de Loire |

Compte rendu

1/ Approbation des comptes rendus des réunions du 11 septembre 2024 et du 05 novembre 2024

M. Jacques MESAS, Président de la CLI, demande si des participants ont des remarques à formuler sur les comptes rendus des séances plénières du 11 septembre 2024 et du 05 novembre 2024 (réunion publique).

Aucune remarque n'étant formulée par l'assemblée, les comptes rendus sont adoptés à l'unanimité.

2/ Actualités du CNPE* de Dampierre

M. Laurent BERTHIER – Directeur du CNPE

2.1- Actualité des unités de production :

Les tranches n°1, 3 et 4 sont actuellement disponibles sur le réseau. La tranche n°2 est en arrêt pour simple rechargement (ASR*) depuis le 15 février 2025. Il s'agit de réaliser le renouvellement d'1/4 du combustible et plusieurs activités élémentaires. Cet arrêt est prévu pour durer environ 40 jours, avec un redémarrage programmé le 27 mars 2025.

La production d'électricité au niveau national n'a pas connu de tensions en matière d'approvisionnement lors de cet hiver 2024-2025.

2.2- Résultats 2024 :

L'année 2024 a été atypique pour le CNPE de Dampierre, s'agissant de l'année la plus dense de la décennie, avec la fin de la 4^e visite décennale (VD4*) pour la tranche 3 + la réalisation de la VD4 de la tranche 4, une visite partielle (VP*) pour la tranche 2 et un ASR pour la tranche 1.

En plus de ces arrêts, de nombreuses activités de maintenance ont été réalisées « tranches en marche ».

Au cours de l'année 2024, deux évaluations externes importantes ont eu lieu au CNPE : une inspection Peer Review*, menée en début d'année pendant une durée de 3 semaines, et une inspection de revue par l'ASN* en juin.

- ***Production :***

Le CNPE de Dampierre a fourni 20,78 TWh* au total pendant l'année 2024, soit une production supérieure à l'objectif initialement fixé à 20,5 TWh.

Ce résultat est dû au très bon taux de fiabilité de la centrale en 2024 : très peu d'aléas ont en effet amené l'exploitant à arrêter les réacteurs, et les arrêts de tranche ont été menés de manière très efficace, faisant de Dampierre le meilleur site en intercomparaison pour la durée des arrêts de tranches.

La production électrique du CNPE de Dampierre représente ainsi 6% de la production d'électricité d'origine nucléaire en France et l'équivalent de 6 fois la consommation électrique du Loiret.

- *Sûreté :*

Les résultats en matière de sûreté sont en progression par rapport aux années précédentes : seuls 4 écarts et 1 ESS* de niveau 1 ont été déclarés en 2024, et aucun arrêt automatique réacteur n'a eu lieu.

Les objectifs que le CNPE s'était fixés pour 2024 ont tous été respectés.

- *Incendie :*

38 exercices incendie ont été réalisés en 2024, permettant de maintenir à niveau l'entraînement des salariés d'EDF et du SDIS*.

EDF a passé une convention avec le SDIS : le CNPE compte ainsi 29 sapeurs-pompiers volontaires qui peuvent être libérés en cas de besoin.

- *Sécurité et radioprotection :*

Aucun accident grave ne s'est produit en 2024 sur le site. Le TRIR*, correspondant au nombre d'accidents du travail avec et sans arrêt pour les salariés EDF et les prestataires / au nombre d'heures travaillées, s'est élevé à 4,9 en 2024.

En matière de radioprotection, des progrès restent à faire sur la maîtrise de la contamination. 9 ESR* ont été déclarés en 2024.

Dans le domaine de la sécurité, 12 exercices ont été réalisés avec le PSPG* en 2024, de manière à maintenir un haut niveau de professionnalisme de ces acteurs.

- *Environnement :*

Des progrès ont été réalisés sur la gestion des effluents et la maîtrise des situations d'urgence en cas de déversement.

Aucun dépassement des limites réglementaires n'a été déploré pour les effluents du site en 2024.

Un nouveau laboratoire de chimie a été inauguré en 2024, offrant ainsi aux chimistes du CNPE un meilleur environnement de travail.

4 ESE* ont été déclarés en 2024 : les événements du 12 avril, 10 juillet et 05 août ont déjà fait l'objet d'une présentation en CLI plénière.

Le 4^e ESE, déclaré le 14/11/2024 (cf. annexe 2), concerne un rejet non programmé d'effluent gazeux radioactif pendant 2 mn, très légèrement supérieur au seuil autorisé.

Ce rejet s'est produit lors de la purge d'un circuit à l'occasion d'un essai périodique, avec présomption d'un défaut de gainage.

Le rejet ayant été de courte durée avec un niveau de radioactivité faible, il n'a pas eu d'impact significatif sur l'environnement ; les balises de surveillance situées à l'intérieur et à l'extérieur du site n'ont pas détecté d'élévation de radioactivité.

- *Recrutements :*

118 personnes ont été embauchées en CDI en 2024, portant le nombre de salariés EDF à 1 441 actuellement.

La formation de ces nouveaux personnels représente un enjeu important pour le CNPE, afin qu'ils soient opérationnels : 2 ans de formation sont par exemple nécessaires avant qu'un nouvel embauché puisse piloter un réacteur.

47 nouveaux alternants ont également rejoint le CNPE en 2024, portant à presque 90 le nombre d'alternants sur le site actuellement.

Par ailleurs, 130 000 heures de formation ont été dispensées en 2024 sur le campus du CNPE à Dampierre, ainsi que 10 145 heures d'entraînement : avant de réaliser une activité (pilotage, maintenance...), les opérateurs s'entraînent en effet sur des simulateurs ou sur le chantier école.

- *Territoire :*

2 000 familles des salariés EDF et prestataires vivent autour de la centrale. Lors des arrêts de tranches, 3 000 partenaires industriels s'ajoutent aux effectifs habituels du CNPE.

Par ailleurs, EDF participe à l'économie du territoire : l'entreprise s'acquitte de 60 M€ de taxes et passe des commandes avec les entreprises de la Région Centre-Val de Loire pour plus de 60 M€.

→ **En conclusion :**

L'année 2024 a été une très bonne année pour le CNPE de Dampierre, en termes de production, de sûreté, de sécurité et de respect des objectifs.

Les VD4 des 4 réacteurs sont désormais terminées pour le CNPE. Des opérations restent toutefois à mener dans le cadre du grand carénage (lot B). Les enquêtes publiques relatives aux VD4 des tranches 3 et 4 seront menées en 2026.

EDF travaille maintenant à la poursuite du fonctionnement des réacteurs au-delà de 50 ans.

2.3- Objectifs 2025 :

L'objectif de production pour 2025 est de 22,5 TWh : la production prévue est plus importante qu'en 2024 du fait d'un programme industriel moins chargé.

4 arrêts de tranches sont programmés pour l'année 2025 :

- 1 ASR pour la tranche 2 (déjà commencé) ;
- 1 VP pour la tranche 3, programmée pour le 29 mars ;
- 1 VP pour la tranche 1, prévue le 28 juin, et qui intégrera le lot B du grand carénage de cette unité de production ;
- 1 ASR pour la tranche 4, programmée le 04 octobre.

L'enjeu pour le CNPE en 2025 sera également de recruter 100 nouveaux collaborateurs dans le courant de l'année.

Echanges avec les participants :

✓ Denis BERNARD (CFE-CGC) demande quel type de contamination le CNPE affirme devoir mieux maîtriser.

Laurent BERTHIER (EDF) explique que la propreté radiologique consiste à faire en sorte que les particules radioactives restent confinées en zone contrôlée. C'est sur ce point que le CNPE doit encore progresser, car quelques cas de contamination sur le site ou la voirie ont été mis en évidence en 2024.

✓ Hubert GASNIER (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande où en est EDF sur les moyens de stockage des rejets supplémentaires préconisés par l'ASN. Il demande également quelles sont les démarches envisagées pour la maîtrise du vieillissement pour les pièces non remplaçables.

Laurent BERTHIER indique que la décision de construire des réservoirs supplémentaires pour contenir les effluents est prise, mais que la mise en œuvre nécessitera du temps.

Concernant la poursuite des réacteurs au-delà de 50 ans, EDF a fait une proposition à l'ASN pour les VD5 900*, et l'ASN a validé les orientations stratégiques proposées. EDF travaille actuellement sur le programme d'opérations à mener. Des études sont en cours pour

démontrer la robustesse des installations dans le temps.

Laurent BERTHIER rappelle que certains exploitants aux Etats-Unis ont eu l'autorisation de poursuivre l'exploitation de leurs réacteurs nucléaires jusqu'à 80 ans.

✓ Hubert GASNIER s'interroge sur la certification et le contrôle du niveau de formation des prestataires extérieurs amenés à travailler sur le site.

Laurent BERTHIER indique que le niveau de formation exigé est identique pour les salariés EDF et pour les prestataires extérieurs : les habilitations et le suivi médical sont identiques pour ces 2 catégories de salariés. Il précise que ces exigences sont encadrées réglementairement.

✓ Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande si l'ASNR* aura accès aux données issues des mesures effectuées dans le nouveau laboratoire de chimie et si le CNPE de Dampierre travaille avec Belleville pour les rejets liquides. Il demande enfin si des mesures sont réalisées par le laboratoire sur les rejets aériens.

Laurent BERTHIER explique que le laboratoire du CNPE est certifié par un organisme habilité. L'ASNR a accès aux résultats et peut venir contrôler la qualité de la réalisation des mesures. Par ailleurs, les résultats des mesures sont publiés tous les mois sur le site Internet d'EDF. Concernant la coordination des rejets avec le CNPE de Belleville, Laurent BERTHIER confirme que les 4 centrales qui rejettent en Loire coordonnent leurs rejets liquides en cas d'étiage de la Loire. Il n'y a en revanche pas de coordination nécessaire pour les rejets aériens du fait de l'effet de dilution.

3/ Rapport d'activité 2024 de la CLI et budget 2025

Mme Maud MICHEL – Chargée de mission de la CLI

3.1- Rapport d'activité 2024 :

Au cours de l'année 2024, l'assemblée plénière de la CLI s'est réunie à 3 reprises : les 20 février, 11 septembre et 05 novembre, cette dernière étant publique et dédiée à la thématique de la gestion des déchets radioactifs.

Le Bureau de la CLI s'est quant à lui réuni 3 fois en 2024 : les 16 janvier, 09 avril et 06 septembre.

Comme chaque année, la CLI a participé à des réunions organisées au niveau national par les partenaires habituels de la CLI (ANCCLI*, ASN, IRSN*...) et à divers groupes de travail : assemblée générale de l'ANCCLI le 26 juin, 36^{ème} conférence des CLI le 08 octobre, groupes de travail thématiques...

La CLI s'est également associée à la nouvelle campagne de distribution des comprimés d'iode lancée le 15 septembre au niveau national à destination des habitants, entreprises et ERP* du périmètre 0-10 km. Elle a ainsi relayé l'information sur son site Internet, invité ses membres à se faire le relais de cette campagne auprès de leurs réseaux et participé à la réunion publique organisée par la préfecture le 15 octobre 2024.

Dans le cadre de la journée nationale de la résilience, la CLI a participé à une demi-journée dédiée au grand public initiée par la Communauté de Communes du Val de Sully le 19 octobre. Elle a pu à cette occasion exposer des panneaux d'information, faire des mesures de radioactivité ambiante et inviter les visiteurs concernés à aller retirer leurs comprimés d'iode.

Une mesure de la radioactivité ambiante a également été effectuée le 11 octobre et mise en ligne à midi sur le site OpenRadiation, de manière concomitante avec d'autres CLI au niveau national.

Par ailleurs, la CLI de Dampierre a co-organisé la 2^e rencontre des CLI du bassin de la Loire les 10 et 11 octobre, divisée en 2 temps (cf. § 7) :

- Des travaux en ateliers et des conférences le 10 décembre,
- Des visites le 11 décembre.

Enfin, plusieurs sessions de formation et visites ont été organisées au cours de l'année 2024 :

- Visite du bâtiment réacteur n°3 les 24 et 25 janvier (dans le cadre de son arrêt pour visite décennale) ;
- Démonstration de la FARN* le 15 mai, dans le cadre d'un exercice national organisé à Dampierre ;
- Formation sur le rôle des élus dans l'information du public le 18 septembre, en partenariat avec la CLI de Belleville ;
- Visite du laboratoire de recherche et développement d'EDF « Les Renardières » en Seine-et-Marne le 24 octobre ;
- Participation à plusieurs sessions de formation ou information organisées par l'ANCCLI, l'ASN, l'IRSN ou EDF portant sur différents thèmes : protection des centrales contre les aléas naturels, petits réacteurs modulaires, 5^e réexamen périodique des réacteurs de 900 MW, vieillissement des centrales, falsifications/contrefaçons...

3.2- Budget réalisé en 2024 :

La majeure partie des dépenses réalisées en 2024 ont été liées au temps passé pour l'animation de la CLI, pour un montant total d'environ 17 000 € ; ce montant est en augmentation par rapport à l'année précédente du fait du temps passé plus important en 2024 (environ 25% du poste de la chargée de mission) du fait de l'organisation de la rencontre inter-CLI et des visites / formations organisées en 2024.

Des coûts liés aux photocopies et à la téléphonie ont représenté environ 55 € en 2024 (montant lié au poste de la chargée de mission de la CLI, au prorata du temps dédié à la CLI).

Comme chaque année, la CLI s'est acquittée de la cotisation à l'ANCCLI à hauteur de 1 000 €. L'adhésion à cette association permet à la CLI de Dampierre de bénéficier d'une veille technique et réglementaire et d'un réseau d'échanges très riche et bénéfique pour la CLI.

Les frais liés à la logistique des réunions (accueil-café, service) se sont élevés à environ 50 €.

Il est rappelé que les membres de la CLI peuvent se faire rembourser les frais qu'ils ont engagés pour se rendre aux différentes réunions en lien avec la CLI (séances plénières, formations, conférences...). En 2024, la CLI a ainsi remboursé des frais de déplacement à ses membres pour un montant d'un peu plus de 100 €.

En ce qui concerne la réunion publique du 5 novembre, les frais engagés par la CLI se sont élevés à environ 1 200 € : un peu plus de 1 000 € pour l'impression et le routage des affiches et flyers, 20 € pour l'accueil-café et 135 € pour l'agent de sécurité.

Par ailleurs, la rencontre des CLI du bassin de la Loire en décembre 2024 a représenté un coût total de prestations d'environ 16 500 € (repas, hébergement, transport, goodies, animation des ateliers), entièrement pris en charge par l'ANCCLI.

Concernant les recettes, la CLI a reçu en 2024 une subvention de la part de l'ASN à hauteur de 4 075 €.

3.3- Budget prévisionnel pour 2025 :

Le budget prévu pour 2025 est en légère augmentation par rapport au budget 2024, principalement du fait de l'augmentation prévisible du temps passé par la chargée de mission pour la CLI (25% d'un temps plein contre 20% prévu en 2024). A l'inverse, le temps passé par les autres

agents départementaux qui apportent un soutien à la CLI (comptabilité, maintenance du site Internet, communication...) a été réévalué à la baisse afin d'être plus en cohérence avec la réalité du temps qu'ils y consacrent.

Les autres postes de dépenses restent les mêmes, pour des montants similaires à 2024 (cotisation ANCCLI, affranchissement / téléphonie, frais de déplacement, logistique des réunions...).

Le budget total prévu pour 2025 s'élève ainsi à 27 150 €.

Comme pour les années passées, une subvention sera sollicitée auprès de l'ASNR pour un montant de 6 000 €, soit en augmentation par rapport à 2024 pour tenir compte en particulier de l'augmentation du temps dédié à la CLI par la chargée de mission.

Après validation et signature par le Président de la CLI, le rapport d'activité 2024 ainsi que le budget prévisionnel 2025 seront consultables sur le site Internet de la CLI à l'adresse suivante : <https://www.loiret.fr/les-activites-de-la-cli-de-dampierre>.

3.4- Prévision d'activités pour 2025 :

Les activités prévues pour l'année 2025 pour les membres de la CLI de Dampierre sont les suivantes :

- Formation sur les principes généraux de sûreté nucléaire, le vendredi 28 mars à Dampierre (un mail invitant les membres de la CLI à s'inscrire à cette formation a été envoyé le 25 février) ;
- Participation de la CLI à un projet de l'ACRO* pour réaliser des mesures citoyennes de radioactivité dans l'environnement : le projet déposé par l'ACRO au Ministère de l'Enseignement supérieur vise à réaliser des mesures de radioactivité dans 2 territoires pilotes (CLI de Dampierre et CLI du Blayais). Si ce projet est retenu, la CLI sera sollicitée pour participer à des temps de travail préalables et aux mesures de radioactivité ;
- Visite du réacteur n°3 lors de sa visite partielle au printemps ;
- Visite du simulateur et du chantier école du CNPE à l'automne ;
- Manifestations dans le cadre de la journée nationale de la résilience : présentation du camion environnement, conférence... (ces actions restent encore à définir plus précisément) ;
- Autres actions à définir dans le cadre de l'inter-CLI.

Pour finir, les dates prévisionnelles des prochaines séances plénières de la CLI pour l'année 2025 sont indiquées :

- Mercredi **11 juin 2025** à 09h30 (à Dampierre-en-Burly)
- Jeudi **13 novembre 2025** à 18h30 (à Dampierre-en-Burly - réunion publique)

Echanges avec les participants :

✓ Hubert GASNIER (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande qui financera le coût des analyses dans le cadre du projet de l'ACRO.

Maud MICHEL indique que le coût des analyses sera pris en charge par l'ACRO, qui est porteur du projet.

✓ Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande si une enveloppe de secours est prévue dans le budget de la CLI pour prendre en compte des projets qui n'auraient pas été envisagés initialement.

Maud MICHEL explique que le budget de la CLI reflète les montants nécessaires à la mise en œuvre des projets envisagés dans l'année, et qu'il ne prévoit pas de réserve pour des projets

imprévus. Si la CLI décidait de lancer dans l'année un projet non prévu initialement, il faudrait alors présenter ce projet aux élus départementaux afin de leur faire valider le budget supplémentaire nécessaire à sa réalisation.

Christian BRAUX complète en indiquant que la situation budgétaire du Département du Loiret, comme celle de l'ensemble des Départements de France, est extrêmement difficile actuellement.

4/ Bilan des inspections de l'ASN en 2024

M. Christian RON – Chef du Pôle REP – ASNR

4.1- Bilan des contrôles en 2024 :

En 2024, l'ASN a constaté une amélioration du CNPE en matière d'événements significatifs : une baisse du nombre d'événement déclarés a ainsi été constatée (62 événements significatifs dont 1 seul de niveau 1, contre 71 événements dont 10 de niveau 1 en 2023).

Le nombre d'événements significatifs seul ne permet pas forcément de juger du sérieux d'un site, mais c'est un indicateur facile à analyser et qui peut représenter un signal d'alerte.

Trois de ces événements ont concerné tout un palier ou l'ensemble du parc (événements génériques).

En 2024, l'ASN a réalisé 36 inspections (contre 34 en 2023), représentant 43 jours de terrain. Le nombre de jours de terrain est en hausse significative en 2024 par rapport à 2023, sans compter l'inspection de revue : celle-ci a représenté 4 jours pleins à 4 équipes soit l'équivalent de 16 jours de terrain, avec en plus une inspection réalisée de nuit, le dimanche soir précédant la semaine d'inspection.

4.2- Forces et faiblesses identifiées en 2024 :

L'ASN a constaté des **points forts** au sein du CNPE de Dampierre, et notamment :

- Une bonne implication de la ligne managériale en matière de sûreté ;
- Une réalisation satisfaisante de l'épreuve hydraulique du circuit primaire principal des réacteurs 3 et 4 ;
- Un bon déroulement des VD4 d'une manière générale, et en particulier celle du réacteur n°4, qui s'est tenue dans les temps et s'est même terminée légèrement en avance par rapport au planning, ce qui est très rare ;
- Le respect des rejets de cuivre et zinc, du fait de changement des tubes en laiton des condenseurs par de l'inox ;
- Des bons résultats dans le traitement des légionelles et des amibes : la gestion du risque microbiologique est plus efficace avec la nouvelle installation que lorsque les condenseurs contenaient des tubes en laiton (naturellement bactériostatique).

A l'inverse, l'ASN a relevé des **faiblesses** à combler :

- Le plan de rigueur relevé au niveau des managers doit percoler jusqu'aux intervenants de terrain pour être parfaitement opérant ;
- Plusieurs événements significatifs ont été liés à des défauts de lignage (opérations menées sur le circuit, comme des ouvertures / fermetures de vannes, afin d'effectuer une action particulière) ;
- La prévention du risque incendie reste encore à améliorer : il est notamment nécessaire de réduire la charge calorifique et d'améliorer la sectorisation ;
- La qualité des analyses de 1^{er} niveau est également à perfectionner ;

- Des progrès sont nécessaires en matière de propreté radiologique et de dispersion de la contamination, bien que le site de Dampierre présente un résultat parmi les meilleurs du parc pour le niveau C2 (détection de la contamination en sortie de zone contrôlée).

4.3- Perspectives 2025 :

Pour 2025, les actions prioritaires de l'ASNR porteront sur les points suivants :

- Suivi du plan de rigueur mis en place au CNPE et évaluation de son efficacité dans la durée ;
- Instruction de l'autorisation de poursuite de fonctionnement des réacteurs n°1 et 2, à la suite de leur VD4 ;
- Analyse des modifications matérielles mises en œuvre dans le cadre du lot B (4^e réexamen périodique des réacteurs) ;
- Suivi des mesures prises par le CNPE pour prévenir le risque incendie ;
- Suivi de la maîtrise de la propreté radiologique.

Il est par ailleurs indiqué que la VD4 des tranches 3 et 4 pourrait être présentée à enquête publique en 2026, après les élections municipales, ce point restant à confirmer.

Echanges avec les participants :

✓ Hubert GASNIER (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande ce que sont les analyses de 1^{er} niveau, et quel est le problème auquel l'ASNR fait référence à ce sujet.

Christian RON (ASNR) explique que l'analyse de 1^{er} niveau correspond à la vérification de la qualité des opérations réalisées et de la complétude des dossiers dans le cadre des essais périodiques, des maintenances, interventions diverses... et ceci au plus proche des activités, contrairement aux analyses de second niveau qui, lorsqu'elles existent, se font à froid.

Lorsque l'ASNR constate des écarts non identifiés par l'analyse de 1^{er} niveau, elle considère que cette analyse a été défailante et devrait être améliorée.

Laurent BERTHIER rappelle qu'environ 20 000 activités sont menées lors d'une visite décennale, et que chacune d'entre elle donne lieu à une analyse de 1^{er} niveau. Il admet qu'il est anormal que des écarts soient détectés par l'ASNR sans qu'EDF les ait constatés avec son propre process qualité. Il considère que ce défaut peut être lié au niveau de rigueur de l'analyse et à la manière dont l'analyse est faite, et précise que ces événements font l'objet d'un travail complémentaire par EDF pour en analyser les causes.

✓ Thierry JOLIVET (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande si les analyses fournies par EDF font l'objet de contre-expertises par l'ASNR.

Christian RON indique que l'ASNR réalise des audits des laboratoires d'EDF, afin de contrôler l'outil (process, matériels) et les compétences des salariés. En revanche, l'ASNR ne fait pas de mesure à proprement parler.

Par ailleurs, l'ASNR réalise des prélèvements et les fait analyser : soit directement dans le laboratoire de l'ASNR (ex-labo de l'IRSN), soit dans un autre laboratoire agréé. Des analyses contradictoires sont effectuées et les résultats comparés afin de vérifier la fiabilité des analyses du laboratoire EDF.

Il rappelle également que l'ASNR dispose d'un système de mesure dans l'environnement en continu (système de mesure de l'ex-IRSN).

Enfin, Christian RON rappelle que l'ASNR propose aux membres de la CLI d'accompagner ses inspecteurs lors des inspections. Les membres volontaires peuvent se faire connaître auprès de la chargée de mission de la CLI pour organiser ces visites.

5/ Présentation de l'ASNR : nouvelle autorité pour la sûreté nucléaire et la radioprotection

Mme Albane FONTAINE – Cheffe de la Division d'Orléans de l'ASNR

L'ASNR est une autorité administrative indépendante créée le 1^{er} janvier 2025. Elle est issue de la réunion de l'ASN et d'une partie de l'IRSN.

5.1- Les missions de l'ASNR :

L'ASNR assure, au nom de l'Etat, des missions de contrôle, d'expertise, de recherche et d'information du public.

Son action est répartie en 7 grandes missions :

- *La réglementation* : Les services centraux de l'ASNR participent à l'élaboration de la réglementation en lien avec le nucléaire. Elle instruit les autorisations des installations nucléaires et les agréments pour le transport de substances radioactives.
- *Le contrôle* : L'ASNR effectue le contrôle des activités nucléaires civiles ; ces inspections concernent les centrales nucléaires mais également les laboratoires de recherche, les installations médicales, les colis de substances radioactives, les activités industrielles... La division d'Orléans de l'ASNR effectue ainsi environ 200 inspections par an.
- *La gestion des situations d'urgence radiologique* : En situation d'urgence, l'ASNR évalue la situation, conseille les autorités sur les actions à entreprendre, informe les institutions et les médias, y compris à l'international (grâce au centre d'urgence national de l'ASNR).
- *L'expertise* : L'ASNR expertise la sûreté des installations nucléaires civiles, évalue les risques liés aux rayonnements ionisants, assure la surveillance radiologique de l'environnement et réalise une veille en matière de radioprotection.
- *La recherche* : La recherche menée par l'ASNR se décline selon 2 axes : le développement des compétences et de la connaissance en matière de sûreté et de radioprotection d'une part, la compréhension des effets des rayonnements ionisants sur la santé et l'environnement d'autre part.
- *L'information et le dialogue* : L'ASNR participe à l'information du public sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France. Elle contribue ainsi à la transparence vis-à-vis du public, notamment grâce à la conférence de presse régionale sur l'état de la sûreté mais également via son site Internet.
- *Formation et développement de la culture de sûreté* : L'ASNR propose des formations ou des informations en sûreté nucléaire et radioprotection, aussi bien à destination des professionnels que du grand public. Elle a ainsi participé au village de la résilience à Belleville-sur-Loire en novembre 2024, afin de contribuer au développement de la culture de radioprotection chez les citoyens.

5.2- L'organisation et la gouvernance de l'ASNR :

L'ASNR est dirigée par un collège de 5 commissaires, dont le rôle est de garantir l'indépendance de l'Autorité, d'en définir la politique générale et de prendre les décisions majeures. Ils sont nommés par décret pour une durée de 6 ans non renouvelables.

L'ASNR est pilotée par un comité de direction et organisée en plusieurs directions métiers, fonctions transverses et fonctions supports. Elle dispose également de 11 divisions territoriales réparties sur le territoire.

Son siège est localisé à Montrouge, mais elle est implantée au total sur 20 sites différents en

France métropolitaine et 1 site à Tahiti.

Parmi les 11 divisions territoriales, la division d'Orléans est chargée du contrôle de la sûreté nucléaire, de la radioprotection et du transport de substance radioactives sur l'ensemble de la région Centre-Val de Loire. Elle est également chargée du contrôle des installations nucléaires de base (INB*) de la région Ile-de-France.

Par ailleurs, la division d'Orléans assure le contrôle des activités utilisant des rayonnements ionisants dans le domaine médical, industriel, vétérinaire ou de recherche.

La division d'Orléans est composée de 26 personnes réparties en 3 pôles métiers :

- Pôle « Réacteurs à eau pressurisée » : en charge du contrôle des réacteurs en fonctionnement ainsi que de l'inspection du travail dans les centrales ;
- Pôle « Laboratoire, usine, démantèlement, déchets » : en charge des réacteurs en démantèlement et des INB du CEA* ;
- Pôle « Nucléaire de proximité » : en charge des installations médicales, industrielles, vétérinaires ou de recherche utilisant des rayonnements ionisants.

5.3- Les chiffres clés :

L'ASNR emploie au total plus de 2 000 personnes sur l'ensemble du territoire, dont un peu plus de 300 inspecteurs.

En 2023, l'ASNR a effectué près de 1 800 inspections sur l'ensemble des installations, qui ont donné lieu à près de 2 000 décisions individuelles et plus de 30 000 lettres de suite.

Elle a passé 282 accords de coopérations avec des organismes de recherche ou d'expertise, dispose 42 brevets en vigueur en France et 69 à l'étranger et a publié 256 articles de recherche.

Echanges avec les participants :

✓ Denis BERNARD (CFE-CGC) demande combien d'employés de l'ex-IRSN ont rejoint l'ASNR.

Albane FONTAINE précise que parmi les 2 000 employés de l'ASNR, environ 1 500 proviennent de l'ex-IRSN et 500 de l'ex-ASN.

✓ Arnaud BOULAY (préfecture du Loiret) demande si le « R » ajouté au nom de l'Autorité a un impact sur les missions de la division territoriale.

Albane FONTAINE indique que les missions de la division ne changent pas, car l'ASN s'occupait déjà de radioprotection. Chaque division comporte un pôle composé d'inspecteurs de la radioprotection (pôle « Nucléaire de proximité »).

Christian RON précise qu'il n'y a pas eu de réduction des effectifs à l'occasion du rapprochement ASN-IRSN : tous les personnels des deux structures ont été repris dans l'ASNR (hors départs volontaires).

6/ Point sur la campagne de distribution d'iode

M. Arnaud BOULAY – Préfecture du Loiret (BPDC*)

La campagne de distribution de comprimés d'iode a démarré le 15 septembre 2024. Elle a pour objectif de renouveler les comprimés d'iode distribués lors de la campagne de 2016 et concerne donc le périmètre de 0 à 10 km autour des CNPE.

Pour cette campagne, il est rappelé que les particuliers n'ont pas besoin de présenter un bon de

retrait ni un justificatif de domicile. En revanche, pour les entreprises et les ERP*, il est nécessaire de présenter un bon de retrait en pharmacie pour récupérer les comprimés. Ce bon de retrait est à générer au préalable via Internet pour les entreprises et ERP du Loiret situés à proximité des CNPE de Dampierre, Belleville et Saint-Laurent.

Pour le CNPE de Dampierre, 10 pharmacies partenaires participent à l'opération.

Des actions de communication locales ont été menées pour promouvoir cette campagne :

- Mise à disposition des informations sur le site internet de la préfecture,
- Réalisation de communiqués de presse et interviews dans les médias locaux,
- Relais de la communication par le CNPE, la CLI, les communes concernées, les acteurs institutionnels (chambres consulaires) → remobilisation en fin d'année 2024
- Organisation d'une réunion publique à Dampierre le 15/10/2024,
- Participation de la préfecture et du CD45 (CLI) à la Journée Nationale de la Résilience organisée par la Communauté de Communes du Val de Sully le 19/10/2024,
- Mobilisation des pharmaciens partenaires pour qu'ils soient acteurs de l'information délivrée à leur patientèle.

- *Bilan chiffré à fin décembre 2024 :*

Au total, près de 5 000 boîtes de comprimés d'iode ont été distribuées par les pharmacies partenaires, dont plus de 2 200 à des entreprises ou ERP.

En considérant que les pharmacies délivrent 1 boîte par foyer (quelle que soit la composition du foyer), et qu'un foyer est composé en moyenne de 2,16 personnes (donnée INSEE), il apparaît qu'environ 5 700 personnes ont été dotés en comprimés d'iode.

Sachant que la population dans le périmètre 0-10 km s'élève à environ 25 000 habitants, on estime qu'environ 23% de la population concernée a été dotée en comprimés d'iode.

Par comparaison, le taux de couverture lors de la campagne de 2016 s'élevait à environ 50%, ce qui montre qu'il est nécessaire de poursuivre le travail de mobilisation des habitants.

Aucune échéance n'a été annoncée pour la campagne de distribution d'iode en cours ; elle se poursuit donc jusqu'à nouvel ordre.

En parallèle, un travail est mené au niveau national pour initier la nouvelle campagne de distribution sur le périmètre 10-20 km, qui devrait démarrer en 2026.

Les 2 campagnes pourraient donc se superposer à moyen terme et aboutir, à l'avenir, à une distribution d'iode en continu sur l'ensemble du périmètre 0-20 km.

A ce stade, l'enjeu est de poursuivre la communication pour inciter la population concernée à venir retirer ses comprimés d'iode.

L'Education Nationale a travaillé auprès des établissements scolaires, mais il est important de poursuivre la mobilisation du secteur de la petite enfance et de la jeunesse, dans la mesure où les jeunes enfants constituent la cible prioritaire pour la distribution d'iode (population la plus sensible).

Il est également nécessaire de relancer la communication institutionnelle et de construire des actions de terrain avec les pharmaciens partenaires afin d'aller vers la population.

Pour ce faire, la préfecture invite les membres de la CLI à faire part de leurs propositions pour relancer la campagne d'information, et insiste sur la nécessité de se mobiliser collectivement pour construire des actions à destination des habitants concernés.

Echanges avec les participants :

✓ Denis BERNARD (CFE-CGC) note que le taux de couverture était de 50% en 2016, contre 23% en 2024. Il demande quelle peut être l'explication de cette baisse de la mobilisation des habitants.

Arnaud BOULAY rappelle qu'en 2016, chaque foyer avait reçu un bon de retrait. Lors de la campagne de distribution sur le périmètre 10-20 km en 2019-2020, le taux de retrait n'était que de 10 à 20%, malgré l'envoi de bons de retrait (mais il y avait eu des erreurs dans les listings).

Une première hypothèse pourrait être que la campagne de communication était un peu généraliste, donc moins efficace que lorsque la campagne cible plus précisément les personnes concernées. Il est envisagé de mobiliser la CPAM* pour qu'ils envoient un message plus ciblé aux habitants du secteur, comme pour les incitations aux dépistages ou à la vaccination pour une population ciblée par exemple.

✓ Hubert GASNIER (Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye) demande si une communication par SMS pourrait être faite en complément.

Arnaud BOULAY indique que cela nécessiterait de disposer des numéros de téléphones portables des habitants du périmètre concerné. Par ailleurs, il n'est pas possible d'utiliser FR-Alert pour diffuser cette campagne de communication, car cet outil n'est pas prévu pour ce type d'usage (utilisé uniquement en cas de danger imminent).

✓ Michel LUPART (Association des Ecologistes Pour le Nucléaire) demande pour quelle raison une date de péremption est indiquée sur les boîtes de comprimés d'iode, sachant qu'il s'agit de molécules stables. Il s'interroge également sur la pertinence du périmètre circulaire de 10 km, puisqu'en cas de rejet accidentel, la radioactivité se disséminerait en fonction du sens du vent.

Arnaud BOULAY rappelle que la date de péremption a été portée à 10 ans en 2022, contre 7 ans auparavant. D'autres pays ont fait le choix de ne pas indiquer de date de péremption sur ces comprimés.

Il précise également que les cercles de 10 et 20 km ne sont que des périmètres techniques de distribution préventive d'iode stable. En cas d'accident nucléaire, le sens et la force du vent seraient pris en compte pour évaluer le cône de danger et déterminer dans quel secteur l'ordre de prise d'iode serait donné, avec l'enjeu préalable de compléter la distribution préventive d'iode par une distribution en urgence (activation du plan ORSEC IODE). Aussi, un des enjeux des campagnes préventives est de minimiser la logistique et la cinétique d'une campagne de distribution en urgence.

✓ Thierry JOLIVET suggère de s'appuyer sur des acteurs comme la Chambre de Métiers, la CAF*, Pôle Emploi, les CCAS* ou encore les clubs sportifs pour diffuser l'information auprès des personnes les plus fragiles et les plus éloignées des canaux officiels d'information.

Arnaud BOULAY confirme que la Chambre de Métiers a été sollicitée pour relayer l'information auprès de ses affiliés. Plus globalement, la préfecture a mobilisé toutes les têtes de réseau pour faire percoler l'information. Les communes sont également invitées à transmettre l'information aux responsables des ERP communaux ainsi qu'au tissu économique local.

✓ Denis BERNARD (CFE-CGC) relève que la prise d'iode est ordonnée par la préfecture.

Arnaud BOULAY confirme qu'en cas de nécessité, le préfet émet un ordre de prise d'iode, qui précise à quel moment il convient de le faire. Cet ordre est donné sur recommandation de l'ASNR, en lien avec EDF et en prenant en compte les modélisations de dispersion.

✓ Thierry JOLIVET interroge sur le moment le plus judicieux pour prendre les comprimés d'iode.

Christian RON (ASNR) indique que l'efficacité de l'iode est de plus de 95% pendant 2h après la prise mais qu'elle diminue ensuite. Il est donc nécessaire de prendre les comprimés au moment opportun, qui est défini en fonction du sens et de la force du vent. Idéalement, la prise d'iode devrait avoir lieu pendant une période de 2h avant le rejet et jusqu'à 6h après.

✓ Michel LUPART craint que certains habitants ne soient devenus réticents aux campagnes de ce genre, comme pour la vaccination contre le COVID-19, du fait notamment des fausses informations qui circulent sur les réseaux sociaux.

Arnaud BOULAY convient que la crise liée au COVID-19 peut en effet avoir eu un impact sur les populations, par exemple en les rendant réfractaires aux consignes visant à leur dire ce qu'ils doivent faire. Il insiste sur le fait que la préfecture a besoin des membres de la CLI pour relayer le message auprès des populations concernées afin de les inciter à retirer leurs comprimés.

7/ Retour sur la rencontre des CLI du bassin de la Loire

Mme Maud MICHEL – Chargée de mission de la CLI

La rencontre des CLI du bassin de la Loire a associé les CLI de Belleville, Dampierre, Saint-Laurent, Chinon et Civaux. Elle s'est tenue les 10 et 11 décembre 2024.

La journée du **10 décembre** s'est déroulée en 2 temps :

- Des travaux en ateliers le matin, autour de 2 thématiques :
 - Actions de communication et de sensibilisation envers les citoyens ;
 - Nouveau mode d'interactions entre les CLI et les Départements d'une part, et entre les CLI d'un même territoire d'autre part.

Ces ateliers étaient animés par un cabinet extérieur, qui a produit un document de synthèse regroupant l'ensemble des propositions émises par les participants à ces ateliers.

- Des conférences l'après-midi, sur des thèmes communs aux 5 CLI :
 - Présentation de l'étude Vérien et du baromètre de l'IRSN 2024, par l'ANCCLI et la CLI de Dampierre ;
 - Le contexte hydrogéologique du bassin de la Loire, par le BRGM* ;
 - Le fonctionnement des stations de mesure multi-paramètres situées en aval des CNPE de la Loire, par l'IRSN ;
 - Les petits réacteurs modulaires (SMR*) et les enjeux de sûreté associés, par l'ASN.

La seconde journée, le **11 décembre**, a été axée sur des visites :

- Visite du CNPE de Dampierre le matin, sur le thème des travaux entrepris à la suite de l'accident de Fukushima :
 - Visite d'un diesel d'ultime secours ;
 - Visite du PTR-Bis (voie de secours pour le refroidissement de la piscine de combustible) ;
 - Visite du nouveau centre de crise local, dont la construction est pratiquement achevée.
- Moment de convivialité l'après-midi, avec la visite du château de Sully-sur-Loire.

Lors des ateliers organisés le 10 décembre au matin, de nombreuses idées et propositions ont été émises. Elles ont été regroupées selon 3 grands axes :

- Les relations avec le grand public

- Ex : créer des moments d'échanges directs avec les citoyens, exploiter les réseaux sociaux et tous les médias disponibles...
- Les relations avec le Conseil départemental
 - Ex : intégrer les CLI dans les événements départementaux, adapter l'organisation des CLI pour améliorer la coordination avec les Départements...
- Les relations entre les CLI d'un même bassin géographique
 - Ex : organiser des réunions inter-CLI régulières, créer des groupes de travail inter-CLI, mutualiser les ressources et outils, mettre en place une coordination inter-CLI...

Parmi les actions de court terme proposées, certaines ont déjà été lancées, comme la création d'un annuaire inter-CLI permettant de faciliter les échanges entre les membres d'un même collège des différentes CLI. L'organisation d'une réunion inter-CLI en comité restreint (dédiée aux chargés de mission, Présidents / Vice-Présidents de CLI) est également en cours.

L'objectif est de pouvoir définir rapidement des actions communes aux CLI ou individuelles à mettre en place, en s'appuyant sur les propositions émises lors des ateliers, sans que celles-ci soient exclusives.

8/ Questions diverses

Aucune question diverse n'a été posée par les participants.

A Orléans le 28/03/2025

Le Président de la Commission
Locale d'Information



Jacques MESAS

ANNEXES

1/ Lexique des sigles utilisés

Les mots du compte-rendu suivis d'une * sont définis ci-dessous :

ACRO : Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest
ANCCLI : Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information
ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire
ASNR : Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection
ASR : Arrêt pour Simple Rechargement
BPDC : Bureau de la Protection et de la Défense Civiles (préfecture)
BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières
CAF : Caisse d'Allocations Familiales
CCAS : Centre Communal d'Action Sociale
CEA : Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives
CNPE : Centre Nucléaire de Production d'Electricité
CPAM : Caisse Primaire d'Assurance Maladie
ERP : Etablissement Recevant du Public
ESE : Evénement Significatif Environnement
ESR : Evénement Significatif Radioprotection
ESS : Evénement Significatif Sûreté
FARN : Force d'Action Rapide du Nucléaire
INB : Installation Nucléaire de Base
IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
Peer Review : Evaluation par les pairs
PSPG : Peloton Spécialisé de Protection de la Gendarmerie
SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours
SMR : Small Modular Reactor (petit réacteur modulaire)
TRIR : Total Recordable Injury Rate
TWh : TéraWatt-Heure (= 1 000 000 000 kWh)
VD4 : 4^{ème} Visite Décennale
VD5-900 : 5^{ème} Visite Décennale pour les réacteurs du palier 900 MW
VP : Visite Partielle

2/ Evénement significatif pour l'environnement déclaré le 14/11/2024

(site Internet d'EDF)

Rejet non programmé d'effluents gazeux

Le 14 novembre 2024, de 23h36 à 23h38, un rejet non-programmé d'effluents gazeux radioactifs, lié à un essai périodique, s'est produit sur la cheminée du Bâtiment des Auxiliaires Nucléaires (BAN*) de la centrale de Dampierre-en-Burly.

Constatant une variation de l'activité enregistrée par les chaînes de mesures présentes à la cheminée des rejets atmosphériques du bâtiment, légèrement supérieure au seuil autorisé, les équipes ont immédiatement stoppé l'essai périodique en cours, et isolé la cheminée du bâtiment. Cette action a eu pour effet de retrouver, dès 23h38, une activité radiologique inférieure aux seuils réglementaires attendus.

Les mesures enregistrées par les balises de surveillance situées à l'intérieur et à l'extérieur du site n'ont montré aucune élévation de la radioactivité. Aucune limite de rejet n'a par ailleurs été atteinte.

Cependant, compte tenu du dépassement d'un seuil fixé par la réglementation, la direction de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré, le 15 novembre 2024, un événement significatif environnement de niveau 0 sur l'échelle INES à l'Autorité de sûreté nucléaire.

** le BAN est un bâtiment commun aux unités de production n°1 et n°2 de la centrale.*